

M. ...

Décision n° D. 2016-34 du 9 mars 2016

L'AGENCE FRANÇAISE DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE,

Vu le code du sport, notamment ses articles L. 230-1 à L. 232-31 et R. 232-10 à R. 232-98 ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1207 du 30 septembre 2015 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer le respect des principes du code mondial antidopage ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels ;

Vu la décision du Directeur du Département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) du 11 mars 2014 de renouveler, pour cinq ans, l'agrément délivré à M. ..., infirmier, pour la mise en œuvre des contrôles antidopage ;

Vu le procès-verbal et le rapport complémentaire de contrôle antidopage n° 13453 établis dans la nuit du 14 au 15 novembre 2015 à Saint-Étienne (Loire), lors de l'épreuve de culturisme dite « *Grand prix Gym & Co* », concernant M. ..., domicilié à ... ;

Vu le courrier daté du 1<sup>er</sup> février 2016, adressé par l'AFLD à M. ... ;

Vu le courrier daté du 13 février 2016 de M. ..., enregistré le 16 février 2016 au Secrétariat général de l'AFLD ;

Vu les autres pièces du dossier ;

M. ..., régulièrement convoqué par un courrier daté du 5 février 2016, dont il a accusé réception le 9 février 2016, ne s'étant pas présenté ;

Les débats s'étant tenus en séance non publique le 9 mars 2016 ;

Après avoir entendu M. ... en son rapport ;

1. Considérant qu'en application du I de l'article L. 232-17 du code du sport : « *Se soustraire, tenter de se soustraire ou refuser de se soumettre aux contrôles prévus aux articles L. 232-12 à L. 232-16, ou de se conformer à leurs modalités, est passible des sanctions administratives prévues par les articles L. 232-21 à L. 232-23* » ;
2. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le 10 novembre 2015, le Directeur des contrôles de l'AFLD a donné mission à M. ..., préleveur agréé et assermenté, de procéder les 14 et 15 novembre 2015, à Saint-Étienne (Loire), à un contrôle antidopage, consistant à réaliser des prélèvements urinaires sur la personne de quatre participants à l'épreuve de culturisme

dite « *Grand prix Gym & Co* » ; que M. ... figurait au nombre des sportifs devant être soumis à cette mesure ; que l'intéressé a signé le procès-verbal lui notifiant cette obligation, mais ne s'est pas présenté au local de prélèvement pour produire la miction demandée ; qu'en conséquence, M. PRIAC a dressé un constat de soustraction de M. ... au contrôle auquel il devait se soumettre ;

3. Considérant que ces faits ayant été constatés à l'occasion d'une manifestation sportive alors soumise à une procédure de déclaration aux termes de l'article L. 331-2 du code du sport, l'AFLD en a été saisie sur le fondement des dispositions du 1° de l'article L. 232-22 du code du sport, en vertu desquelles elle est « *compétente pour infliger des sanctions disciplinaires aux personnes non licenciées [participant à de telles manifestations] (...)* » ;
4. Considérant que par application de l'article L. 232-23 du code du sport, dans sa rédaction applicable en l'espèce, l'AFLD peut notamment prononcer, s'il y a lieu, à l'encontre d'une personne ayant refusé de se soumettre aux contrôles antidopage ou de se conformer à leurs modalités, un avertissement ou une interdiction temporaire ou définitive de participer aux manifestations sportives organisées ou autorisées par les fédérations sportives françaises ; qu'une telle interdiction peut être complétée par une sanction pécuniaire dont le montant ne peut excéder 45.000 euros ;

#### Sur la violation du I de l'article L. 232-17 du code du sport

5. Considérant que M. ... a nié, dans ses observations écrites, avoir refusé de se soumettre au contrôle antidopage pour lequel il avait été désigné par M. PRIAC, soulignant avoir signé le feuillet de notification de cette mesure ; qu'étant engagé dans plusieurs catégories, il a expliqué avoir dû remonter sur scène à plusieurs reprises, avant de se rendre disponible pour les prélèvements ; que l'intéressé a affirmé que personne n'avait été en mesure de lui indiquer l'endroit où se déroulaient les opérations de contrôle ; que son domicile étant distant de plusieurs heures de route, il avait ainsi décidé de quitter la manifestation précitée sans produire la miction demandée ; qu'enfin, il a excipé de sa bonne foi et demandé à bénéficier d'une certaine indulgence, eu égard à l'importance que revêt, sur le plan personnel, la pratique du culturisme ;
6. Considérant qu'aux termes du premier alinéa de l'article L. 232-11 du code du sport : « (...) *sont habilités à procéder aux contrôles diligentés par l'Agence française de lutte contre le dopage (...) les personnes agréées par l'agence et assermentées (...)* » ; que selon les deux premiers alinéas de l'article D. 232-47 du même code : « *Une convocation est remise au sportif désigné pour être contrôlé par la personne chargée du contrôle ou par une personne désignée par elle (...) ; - La notification précise la date, l'heure, le lieu et la nature du contrôle. Elle doit être signée par le sportif et remise ou transmise sans délai à la personne chargée du contrôle ou à la personne désignée par elle (...)* » ; que l'article R. 232-59 du même code précise que : « *Lorsqu'un sportif désigné pour être contrôlé ne se soumet pas à tout ou partie des opérations décrites à l'article R. 232-49, la personne chargée du contrôle mentionne sur le procès-verbal les conditions dans lesquelles ces opérations n'ont pu avoir lieu ; - Elle peut recueillir par écrit le témoignage des personnes ayant assisté aux faits et joindre leurs déclarations au procès-verbal* » ;
7. Considérant qu'il résulte de l'application combinée de ces dispositions que tout sportif désigné à un contrôle antidopage a l'obligation, d'une part, de signer la convocation qui lui est présentée l'informant de sa désignation et, d'autre part, de se présenter au local de prélèvement, afin de fournir les échantillons biologiques demandés, sous peine d'encourir des sanctions disciplinaires ;
8. Considérant, en l'espèce, qu'il ressort des pièces du dossier que dans la nuit du 14 au 15 novembre 2015, M. ..., qui participait à la manifestation de culturisme dite « *Grand prix Gym & Co* », s'est régulièrement vu notifier par M. ..., à 1h du matin, la convocation l'informant de sa désignation pour qu'il soit procédé, sur sa personne, à un prélèvement urinaire ; qu'il a signé ce document, dont un feuillet précisant l'endroit où se déroulaient ces opérations lui a été remis ; que bien qu'ayant été informé de l'obligation qui lui était faite de se présenter au local de contrôle sous peine d'encourir des sanctions disciplinaires, ce sportif s'est soustrait à cette mesure, en quittant les lieux sans autorisation ; qu'il suit de là que l'intéressé a commis une faute ;

9. Considérant que la soustraction à un contrôle antidopage constitue un manquement caractérisé à l'éthique sportive et aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le dopage ; qu'il convient également de rappeler que ces dispositions s'appliquent à tous les sportifs quels que soient leur statut – professionnel ou amateur –, leur palmarès, leur niveau de pratique ou la situation personnelle dans laquelle ils se trouvent ; qu'il s'ensuit que l'argumentation développée par l'intéressé, à ce titre, n'est pas de nature à l'exonérer de sa responsabilité ou à justifier son comportement ;
10. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les faits relevés à l'encontre de M. ... sont de nature à justifier l'application des dispositions de l'article L. 232-23 du code du sport ; que la sanction susceptible d'être infligée au cas présent, eu égard à la gravité du comportement de l'intéressé et en l'état des textes applicables à la date du contrôle, entraîne l'interdiction de prendre part pendant une durée de deux ans aux manifestations sportives organisées ou autorisées par toutes les fédérations sportives françaises, sans préjudice de l'annulation des résultats obtenus par ce sportif lors de l'épreuve de culturisme à laquelle il a pris part ;

#### Sur l'extinction de l'action disciplinaire

11. Considérant cependant que l'AFLD ne peut mener à son terme une procédure disciplinaire pour méconnaissance de la réglementation antidopage que pour autant que les faits constitutifs de cette méconnaissance sont réprimés aussi bien à la date à laquelle ils ont été commis qu'à celle du prononcé d'une éventuelle sanction ;
12. Considérant qu'il y a lieu de relever qu'à la date du contrôle, les dispositions de l'article L. 230-3 du code du sport issues de l'article 3 de l'ordonnance n° 2015-1207 du 30 septembre 2015 susvisée, rapprochées de celles de l'article L. 331-2 du même code, permettaient d'assujettir à la réglementation antidopage non seulement toute personne qui participe ou se prépare à une manifestation sportive organisée par une fédération agréée ou autorisée par une fédération délégataire, mais également toute personne qui participe ou se prépare à une manifestation sportive soumise « à une procédure de déclaration » prévue par ledit code ;
13. Considérant que l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 a, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, supprimé le régime de déclaration des manifestations sportives qui était régi par l'article L. 331-2 du code du sport ; qu'ainsi, à la date à laquelle le Collège de l'AFLD est appelé à exercer son pouvoir de sanction, il ne peut que constater l'extinction de l'action disciplinaire, faute du maintien en vigueur des dispositions lui servant de fondement au cas particulier ;

Décide :

Article 1<sup>er</sup> – Il est constaté l'extinction des poursuites disciplinaires engagées à l'encontre de M. ... .

Article 2 – Un résumé de la présente décision sera publié, par extraits et sans mention du patronyme de l'intéressé, au « *Bulletin officiel* » du ministère chargé des sports.

Article 3 – La présente décision sera notifiée :

- à M. ... ;
- au Ministre chargé des sports ;
- à l'Agence mondiale antidopage ;
- à la Fédération internationale de culturisme (IFBB).

*Conformément aux dispositions de l'article L. 232-24 du code du sport, la présente décision peut faire l'objet d'un recours de pleine juridiction devant le Conseil d'État dans un délai de deux mois à compter de sa notification.*